

Déterminants de la croissance dans les pays en transition

Le critère le plus sûr pour évaluer les progrès de la transition est peut-être la reprise durable de la production, que seules la maîtrise de l'inflation et la libéralisation des marchés sont capables d'assurer.

Oleh Havrylyshyn et Thomas Wolf

LA TRANSITION est un processus historique dynamique qui impose le changement à presque tous les éléments de la société. L'évaluation des progrès d'un grand nombre de pays pendant la transition est un exercice complexe dans n'importe quel domaine, y compris l'économie. Cependant, la reprise de la production s'impose d'emblée comme un critère d'évaluation uniformément valable, ne serait-ce qu'en raison de l'importance accordée à la croissance de la production par les responsables de la politique économique dans les pays en transition et du fait qu'elle est essentielle au bien-être de

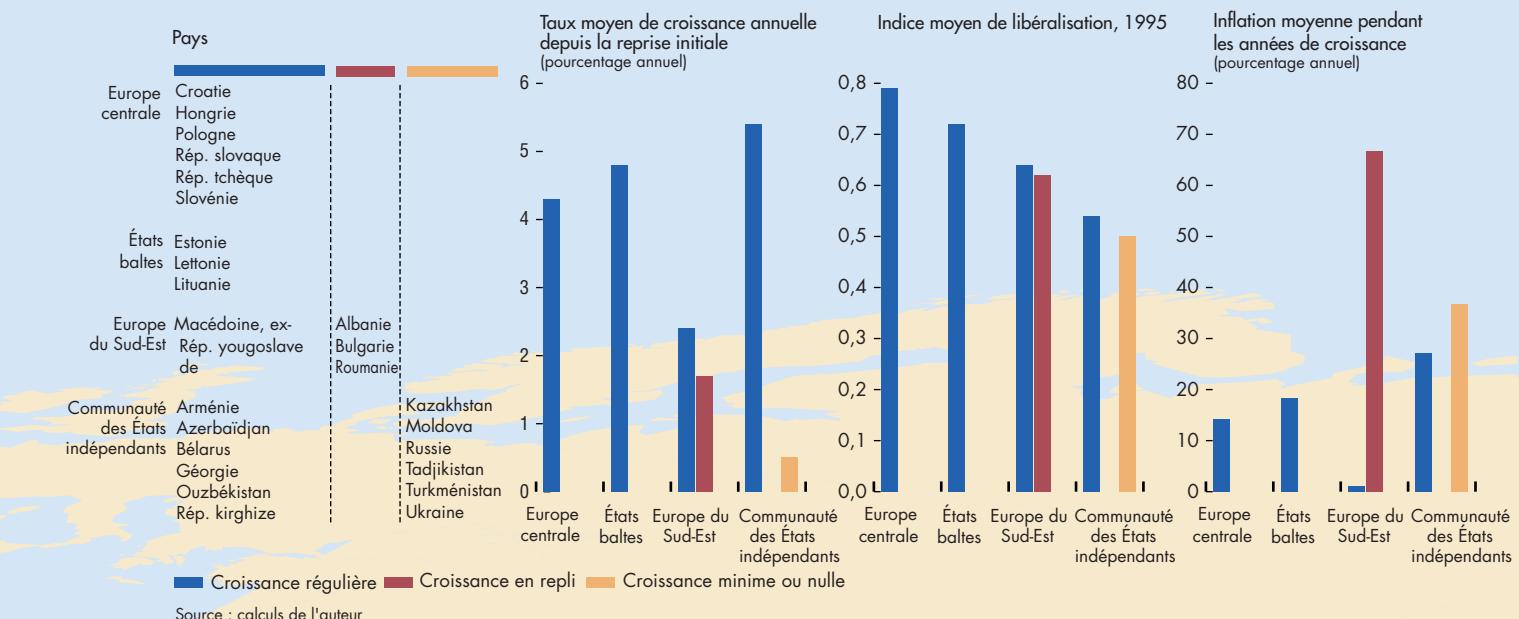
tous. À partir d'une analyse économétrique de vaste portée, nous nous proposons d'identifier les facteurs qui ont freiné ou encouragé l'expansion de la production et d'en tirer quelques leçons pour parvenir à une croissance économique homogène et durable.

Qu'est-ce-que la transition?

Défini dans un sens large, ce processus implique :

- La libéralisation de l'activité économique, des prix et du fonctionnement du marché, ainsi que la réaffectation des ressources à leur emploi le plus efficient.

Graphique 2
Performances économiques par groupe de pays

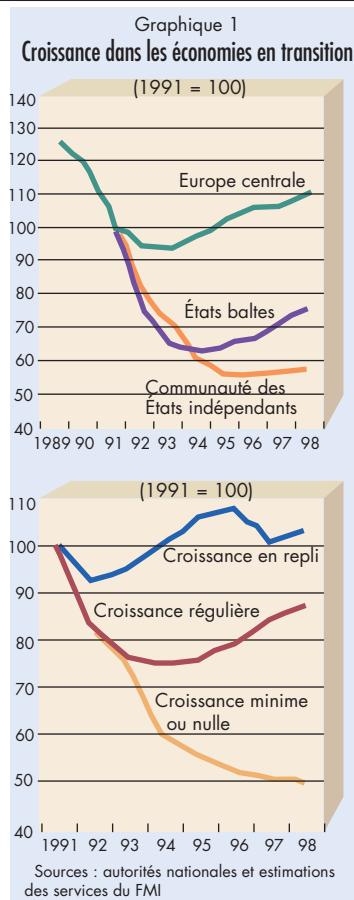


- Le développement d'instruments indirects, axés sur le marché, de stabilisation macroéconomique.
- La gestion efficace des entreprises et l'efficacité économique, assurées habituellement par la privatisation.
- L'imposition de contraintes budgétaires rigoureuses, incitant à une plus grande efficacité.
- La mise en place d'un cadre institutionnel et juridique garantissant les droits de propriété, l'état de droit et la réglementation transparente de l'accès au marché.

Les facteurs de croissance

La croissance des économies en transition ne se déroule pas selon un canevas unique. De fait, des différences substantielles existent entre les pays d'Europe centrale, les États baltes et les douze membres de la Communauté des États indépendants (CEI), bien que les États baltes aient accusé, comme la CEI, un recul marqué et, comme l'Europe centrale, une reprise plus précoce. Il est toutefois utile de répartir les vingt-cinq pays entre les catégories suivantes : ceux où la croissance a été constante, ceux où elle a marqué des replis et ceux où elle a été très faible ou nulle (graphiques 1 et 2).

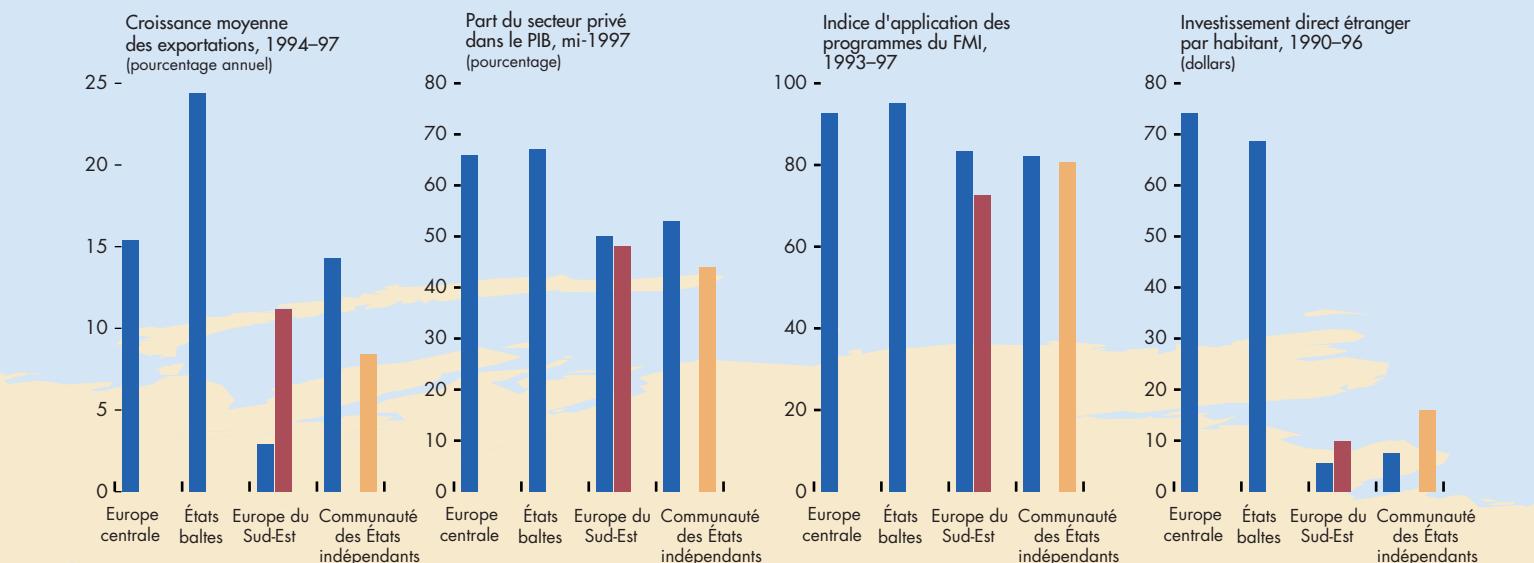
Les économies en transition sont-elles si différentes les unes des autres? Quels éléments de leur structure et de leur développement expliquent les différences de taux de croissance? Une analyse de régression tirée d'une étude connexe permet de dégager un certain nombre de conclusions.

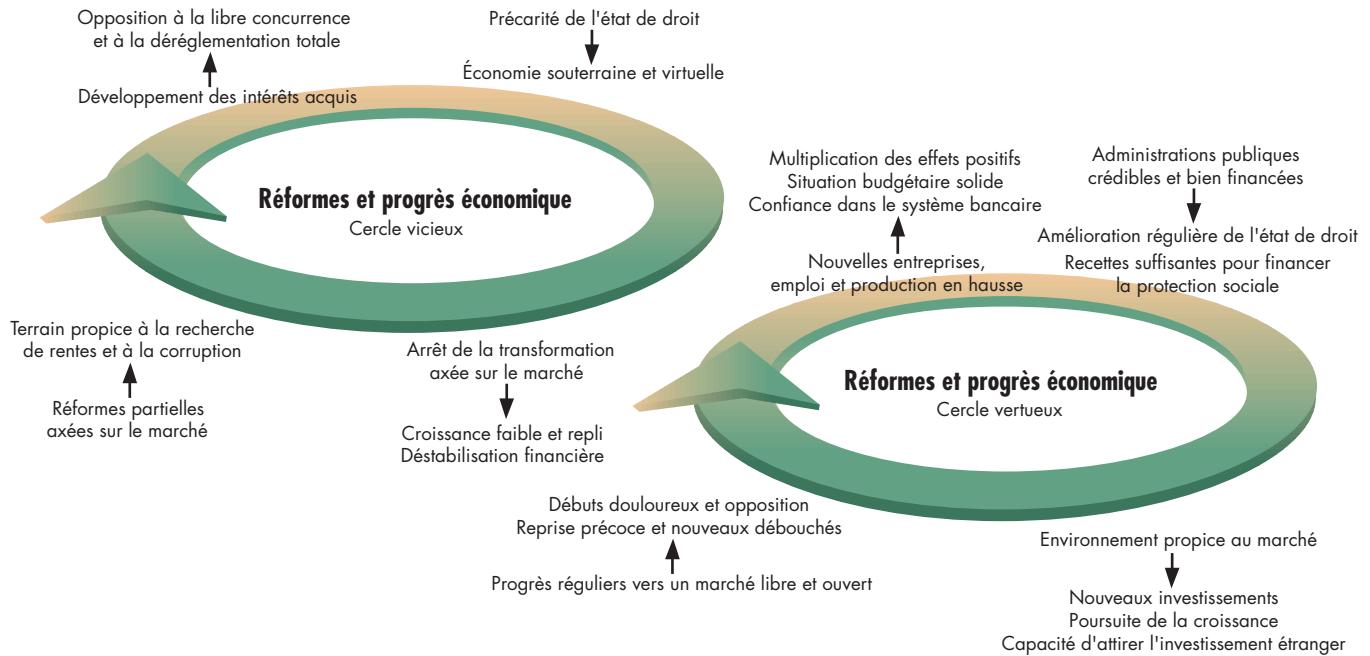


Les trois groupes ont des taux de croissance très différents, l'Europe centrale et les États baltes enregistrant une croissance régulière de plus de 4 % par an, tandis que les progrès sont beaucoup plus limités dans la CEI et les pays où l'activité a marqué un repli. Ces taux de croissance inégaux donnent à penser que les différences initiales, par exemple le fait que la structure économique était moins empreinte de distorsions ou plus semblable à une économie de marché, peuvent avoir une forte influence sur les progrès ultérieurs. Mais, si les conditions initiales comptent — comme le montre le contraste entre l'Europe centrale et la CEI —, elles influent moins sur la croissance que les différences de politique pendant la transition. Pour le groupe des pays de la CEI qui ont progressé, les taux de croissance sont très élevés du fait que plusieurs petites économies (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie), qui ont subi un revers initial en raison de conflits armés et de troubles civils, sont remontées d'un très bas niveau.

La croissance a été généralement plus vigoureuse et certainement plus précoce dans les pays qui maîtrisent l'inflation. Les pays où la croissance est régulière ont, en moyenne, des taux d'inflation beaucoup plus faibles.

Un autre élément clé des progrès est le degré de réforme ou de libéralisation du marché. L'analyse de la déréglementation des prix, du secteur financier et du commerce extérieur et de la réforme des entreprises montre que la libéralisation est allée beaucoup plus loin dans les États baltes et en Europe centrale, qui sont précisément des pays où la croissance a été nettement plus forte qu'ailleurs.





Les pays qui ont libéralisé les prix rapidement et sur une grande échelle sont ceux où la production s'est redressée le plus tôt. L'augmentation de la production a été particulièrement rapide dans les pays où les exportations affichent en moyenne une forte croissance, ce qui donne à penser que l'ouverture sur l'extérieur et l'encouragement de la production destinée à l'exportation sont d'importants facteurs de croissance.

Le secteur privé représente une part du PIB nettement plus importante dans les pays à croissance rapide et régulière que dans ceux où elle est lente et inégale. Il y a bien sûr des exceptions à la règle. La privatisation en Russie, par exemple, a marqué des avancées considérables alors que la croissance y a été très faible ou nulle. Les faiblesses de l'approche de la privatisation sont peut-être une explication. (Voir l'article de John Nellis dans ce numéro.)

L'investissement direct étranger (IDE) semble jouer un rôle. L'IDE est concentré dans les économies performantes d'Europe centrale et des États baltes, où il atteint 70 à 75 dollars par habitant. Même les pays de la CEI où la croissance a été régulière sont loin d'attirer de tels montants d'IDE, ce qui donne à penser que la croissance et l'investissement étranger ne sont pas liés par une relation de cause à effet.

La croissance et l'application effective des programmes appuyés par le FMI semblent fortement corrélées. Il ne faut pas en déduire que l'application de ces programmes suffit pour assurer une croissance satisfaisante. On peut plutôt en conclure que les pays qui mènent à bonne fin les programmes appuyés par le FMI prennent aussi les moyens de promouvoir les réformes et la stabilisation économiques pour créer les conditions d'une croissance vigoureuse.

Autres observations sur la croissance

Premièrement, il est utile de faire la distinction, dans la période de transition, entre la première phase, de repli (1990–93), et la phase ultérieure de croissance (1994–98). L'ajustement statistique pour la plupart des variables est beaucoup plus robuste pour la phase de croissance que pour la phase de repli.

Deuxièmement, l'influence sur la production d'un grand nombre de variables clés — par exemple l'indice de réforme (établi par la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)) — est également beaucoup plus forte pendant la période de croissance que pendant la première période.

Troisièmement, les réformes ne vont pas sans douleur. La production diminue, plus encore dans les pays où la réforme est rapide, mais, avec des réformes précoce, la reprise est plus rapide et la croissance plus vigoureuse par la suite. (La Pologne en est un exemple.) Les résultats de la régression le confirment. Pendant la première phase (contraction), la relation entre croissance et réforme donne une courbe en U : la croissance est plus forte (ou la contraction plus faible) dans les pays qui appliquent des programmes de réforme intensive et dans ceux où les réformes sont très limitées. Dans la deuxième phase (reprise), la relation est uniformément positive : la croissance est la plus faible dans les pays les moins avancés dans les réformes, légèrement plus forte dans les pays modérément avancés et la plus forte dans le peloton de tête des pays réformateurs.

Quatrièmement, l'investissement ne garantit pas à lui seul une croissance et une reprise précoce ; on ne peut pas forcer la croissance économique en augmentant l'investissement. L'investissement ne se transforme pas en production du jour au lendemain, et il est normal que deux à trois ans s'écoulent avant qu'une augmentation de l'investissement se retrouve dans la croissance. On n'observe pas ce schéma dans les économies en transition, où le niveau de l'investissement rapporté au PIB n'a généralement commencé à augmenter qu'avec la reprise de la croissance. La raison en est qu'une croissance précoce trouve sa source dans des gains d'efficacité générés par des réformes appropriées, à savoir des contraintes budgétaires rigoureuses et la déréglementation, qui incitent ceux qui ont l'esprit d'entreprise à être plus productifs. Cela ne veut pas dire que l'investissement n'est pas important. Certains investissements, au niveau d'une entreprise ou d'un

secteur, sont indispensables pour lancer la croissance. Et, lorsque la reprise est bien engagée, comme par exemple en Hongrie ou en Pologne, il est de plus en plus important d'accroître l'investissement pour soutenir la croissance. Mais, tant que les conditions d'une économie de marché axée sur l'efficience ne sont pas réunies, l'investissement ne peut à lui seul assurer une croissance durable.

Enseignements à tirer

Nous proposons, pour conclure, cinq leçons à retenir pour parvenir à une croissance régulière et durable.

- La première est la moins surprenante et la moins discutable : une stabilisation macroéconomique soutenue (c'est-à-dire la maîtrise de l'inflation) est essentielle.

- La deuxième leçon est que l'on n'arrive à rien sans mal. En différant les réformes, un pays peut certes différer la douleur, mais il le paiera d'une reprise durable plus tardive et d'un risque accru de repli de l'activité. À première vue, certains pays font apparemment exception. Le Bélarus et l'Ouzbékistan, par exemple, ont enregistré une croissance positive ces dernières années alors que, d'après l'indice susmentionné, leurs efforts de réforme n'ont pas été vigoureux. Ces pays présentent des caractéristiques semblables à celles de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Roumanie (croissance accompagnée d'une forte inflation et avancées limitées en matière de réformes) et pourraient comme elles subir des reculs, mais cela reste à voir.

- La troisième leçon est qu'il n'y a pas de voie royale pour la réforme. Dans notre analyse, nous avons cherché à identifier un élément qui assure à lui seul le succès des réformes. Mais il n'y en a pas. En somme, toutes les composantes des réformes dénotent une corrélation positive avec la croissance, mais l'indice global montre qu'aucune n'exerce une influence prépondérante. Il n'y a donc pas de panacée. Tous les éléments doivent être réunis. La croissance est le fruit d'efforts massifs et bien orientés, fournis dans la durée.

- La quatrième leçon a trait aux conditions initiales défavorables. Il y a lieu de se demander si les conditions initiales relativement favorables dans lesquelles se trouvaient les pays d'Europe centrale leur ont permis de se redresser plus rapidement que ceux de l'ex-URSS. La réponse est oui, bien sûr. Inversement, il est certain que des conditions initiales défavorables, comme un appareil productif empreint de distorsions, peuvent avoir une influence négative sur la croissance. Mais cet effet n'a rien d'irréversible et peut être neutralisé par des réformes en profondeur. On en trouve sans doute la meilleure illustration dans les États baltes, qui ont enregistré une croissance comparable à celle des pays d'Europe centrale les plus avancés dans les réformes. Ils avaient au départ le même problème de surindustrialisation que la plupart des pays de l'ex-URSS et se trouvaient loin derrière l'Europe cen-



M. Oleh Havrylyshyn, ancien Vice-Ministre des finances de l'Ukraine, est Conseiller principal au Département Europe II du FMI.



M. Thomas Wolf est Sous-Directeur du Département Europe II du FMI.

trale. Mais bien plus vite que les pays de la CEI, ils ont entrepris des réformes, ont mené plus avant la libéralisation, et ils ont enregistré des taux de croissance appréciables.

- La cinquième leçon concerne le développement des institutions. L'analyse économétrique comprenait un indice spécial pour l'établissement d'un cadre juridique, qui semble jouer un rôle important dans la réforme. Il en ressort que la mise en place d'une structure juridique bien conçue est indispensable sans qu'elle doive nécessairement précéder les autres réformes. Mais, si l'on tarde trop à doter le pays des moyens de faire respecter l'état de droit, la discipline et les droits de propriété, il y a peu de chances pour que les autres réformes produisent des avantages significatifs.

L'économie politique

L'économie politique est le dénominateur commun de tous les aspects de la transition que nous venons d'évoquer. Un pays peut facilement se trouver pris dans le cercle vicieux qui se crée lorsque les premières réformes axées sur le marché ouvrent la porte à la recherche de rentes et à la corruption. Les détenteurs d'intérêts acquis de la sorte ont tôt fait de s'imposer et de résister à d'autres réformes, comme le libre accès au marché, l'incitation à la concurrence, la déréglementation totale et l'institution résolue de l'état de droit. Cette situation engendre le développement d'une économie souterraine. Une concurrence restreinte, une libéralisation partielle, des incitations aux activités souterraines et l'application inégale de la règle de droit peuvent briser l'élan de la transformation et ralentir le progrès économique, provoquer un repli de la production et anéantir l'effort de stabilisation financière.

Un scénario plus heureux consiste à opter pour un cercle vertueux de progrès constants vers un marché libre et ouvert. Les débuts seront douloureux, et cela suscitera une opposition politique, mais la reprise sera aussi plus rapide et de nouvelles possibilités s'ouvriront. Ces possibilités peuvent encourager la croissance de la production et la création d'entreprises et d'emplois à mesure que les réformes portent leurs fruits. Une économie plus vigoureuse renforce les finances publiques et engendre la confiance dans les institutions financières. Ces conditions forment l'assise d'administrations publiques crédibles et bien financées, qui sont à leur tour en mesure d'assurer le respect de la loi, la défense des droits de propriété et une protection sociale adéquate. Cet environnement propice au marché encourage l'épargne, l'investissement et la poursuite de la croissance, ce qui boucle le cercle vertueux.

Le contraste entre le cercle vicieux et le cercle vertueux est marqué (voir le diagramme). Le facteur décisif qui permet à un pays de passer du premier au second est, à notre avis, la volonté politique d'imposer l'état de droit et d'assurer la défense des droits de propriété. **F&D**